



**COMPTE RENDU DE LA CONFERENCE DE PRESSE SUR
LA PRESENTATION DE LA PRISE EN COMPTE DES
CONTRIBUTIONS DE LA SOCIETE CIVILE A LA REVISION
DE LA CDN.
20 juillet 2021
Brazzaville, République du Congo**

Le 20 juillet 2021, s'est tenu dans la salle de réunion du Ministère de l'Economie Forestière à Brazzaville, la conférence de presse du Groupe d'Experts pour la Synergie des Organisations et Plateformes de la Société Civile sur la gouvernance climatique, foncière et forestière (GESOP). Ont pris part à cette conférence, les membres du GESOP, Fern, World Resources Institute (WRI), le consultant de l'Institut Européen des Forêts (EFI), la facilitation FLEGT au Congo ainsi que des médias nationaux et internationaux notamment TV5 monde, la Radio France Internationale, télé Congo, DRTV, focus médias, dépêche de Brazzaville et la semaine africaine. Cette conférence de presse a été organisée par l'Observatoire Congolais des Droits de l'Homme (OCDH) en partenariat avec la Rencontre pour la Paix et les Droits de l'Homme (RPDH) sous la facilitation technique du Forum pour la Gouvernance et des Droits de l'Homme (FGDH) avec l'appui technique et financier de Fern. L'activité a été financée par le Foreign Commonwealth & Development Office (FCDO) du gouvernement britannique dans le cadre du projet Forest Governance, Markets and Climate Programme (FGMC) et par l'Agence Norvégienne pour le Développement (NORAD) dans le cadre de l'Initiative internationale pour le climat et les forêts de la Norvège (NICFI).

Elle avait pour objectif de présenter les éléments clés du rapport qui a servi de base à la réflexion de la société civile pour sa contribution à la révision des contributions déterminées au niveau national (CDN), d'une part, et d'autre part de présenter les

Cette réunion a été financée par le Foreign, Commonwealth, Development Office du gouvernement britannique et l'Initiative internationale pour le climat et les forêts de la Norvège (NICFI) du gouvernement norvégien. Cependant, les points de vue exprimés ne reflètent que ceux des organisateurs.



contributions de la société civile à la nouvelle CDN ainsi que le niveau de prise en compte de ces contributions.

En ce qui concerne la présentation du rapport intitulé « Quelles Contributions des CDN à la Gouvernance forestière et à la résilience des communautés locales » rédigé grâce à l'appui Fern, il a été souligné que ce rapport a permis aux experts de la société civile de tirer les leçons pour contribuer à l'amélioration de la nouvelle CDN qui était en cours de l'élaboration. Ce rapport a donc servi de base à la société civile pour identifier l'ensemble des faiblesses de l'ancienne CDN et qui ont été adressées dans les CDN révisées grâce aux contributions de la société civile. Parmi les faiblesses identifiées dans la version l'ancienne, on retient entre autres, la non prise en compte des questions de participation et de genre, l'absence de coordination inter secteur, la non prise en compte des secteurs clés comme la forêt, les faiblesses des mesures d'atténuation et d'adaptation et enfin la faiblesse dans les finances climatiques.

Sur la base de ces faiblesses identifiées, le Groupe d'Experts pour la Synergie des Organisations et Plateformes de la Société Civile sur la gouvernance climatique, foncière et forestière (GESOP) avait formulé les recommandations dans la nouvelle CDN. Ces recommandations se présentent de la manière suivante :

- L'intégration des objectifs de la gouvernance forestière dans les mesures d'adaptation et d'atténuation.
- Le renforcement de la participation de la société civile ainsi que la transparence et l'inclusion de tous les acteurs concernés.
- La conception des mécanismes de mesure, suivi et de vérification (MRV) solides et participatifs ainsi que faire de la question genre un élément clé des politiques climatiques.

Concernant la présentation des contributions de la société civile à la nouvelle CDN ainsi que le niveau de prise en compte de ces contributions, il a été rappelé à la presse

Cette réunion a été financée par le Foreign, Commonwealth, Development Office du gouvernement britannique et l'Initiative internationale pour le climat et les forêts de la Norvège (NIFIC) du gouvernement norvégien. Cependant, les points de vue exprimés ne reflètent que ceux des organisateurs.



que les contributions de la société civile ont été faites sur la base du paquet de Katowice qui donne des orientations par rapport aux différents piliers à prendre en compte notamment la gouvernance, l'atténuation, l'adaptation, le mesurage, le rapportage et la vérification (MRV) ainsi que le financement. Il est ressorti aussi que la méthodologie utilisée par les experts de la société civile pour parvenir à faire était, entre autres, celle de l'analyse des Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces (FFOM).

Au regard de ce travail des experts de la société civile, les contributions prises en compte dans la nouvelle CDN en cours d'adoption sont les suivantes :

- Prise en compte de la question de la participation et de l'inclusion de toutes les parties prenantes ainsi que celle des droits de l'homme et du genre ;
- Prise en compte des secteurs clés dans l'atténuation telle que les hydrocarbures, le transport avec le « développement des infrastructures durables (routières, fluviale, ferroviaire maritime et aérienne) et des services de transport durable », la forêt avec la « poursuite des pratiques de gestion forestière durable (aménagement, certification, EFIR, etc.) » ou exploitation des ressources avec réduction des impacts,
- La restauration des zones dégradées ;
- Renforcement de la résilience des communautés locales et populations autochtones aux changements climatiques à travers « le développement des activités alternatives génératrices de revenus pour les populations dépendantes de la forêt ;
- L'élaboration d'un plan de mise en œuvre de la CDN ;
- La mise en place d'un « dispositif institutionnel de mise en œuvre de la CDN » ;

Cette réunion a été financée par le Foreign, Commonwealth, Development Office du gouvernement britannique et l'Initiative internationale pour le climat et les forêts de la Norvège (NIFIC) du gouvernement norvégien. Cependant, les points de vue exprimés ne reflètent que ceux des organisateurs.



- Existence des mécanismes de financement.

Les présentations ont été suivies d'une série de questions et réponses au cours de laquelle les journalistes ont été éduqués sur les zones d'ombre en rapport avec les deux présentations.

Débutée à 11h09mn, la conférence de presse a pris fin à 12h33mn.

Cette réunion a été financée par le Foreign, Commonwealth, Development Office du gouvernement britannique et l'Initiative internationale pour le climat et les forêts de la Norvège (NICFI) du gouvernement norvégien. Cependant, les points de vue exprimés ne reflètent que ceux des organisateurs.